



**Ministère des Anciens Combattants et Victimes de Guerre :  
demandes d'attribution du titre de déporté ou interné résistant et de  
déporté ou interné politique rejetées (1949-1972)**

**Répertoire (20010319/1-20010319/62)**

Archives nationales (France)  
Pierrefitte-sur-Seine  
2001

[https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN\\_IR\\_013693](https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_013693)

Cet instrument de recherche a été encodé en 2012 par l'entreprise Numen dans le cadre du chantier de dématérialisation des instruments de recherche des Archives Nationales sur la base d'une DTD conforme à la DTD EAD (encoded archival description) et créée par le service de dématérialisation des instruments de recherche des Archives Nationales

## INTRODUCTION

### Référence

20010319/1-20010319/62

### Niveau de description

fonds

### Intitulé

Ministère des Anciens Combattants et Victimes de Guerre : demandes d'attribution du titre de déporté ou interné résistant et de déporté ou interné politique rejetées

### Date(s) extrême(s)

1949-1972

### Localisation physique

Pierrefitte

## DESCRIPTION

### Présentation du contenu

#### INTRODUCTION

Le présent répertoire rend compte du versement qui résulte de la recotation opérée sur les articles 6 à 67 du versement 20010122 après que les articles 1 à 5 de ce versement aient été fusionnés avec les articles 1 à 5 du versement 19830371 pour constituer le versement 20010255.

Ce versement, effectué en 2001, est composé de documents provenant de la direction des statuts et des services médicaux (antérieurement direction du contentieux, de l'état civil et des recherches), sous-direction des statuts de combattants et victimes de guerre, bureau des cartes de déportés et internés.

Cet ensemble représente la collection alphabétique des décisions de rejet faites aux demandes d'attribution du titre de déporté ou interné résistants et de déporté ou interné politiques de 1949 à 1972.

Ces titres sont décernés, par décision du ministre des anciens combattants, aux personnes remplissant les conditions déterminées par le Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

Aux termes de l'article L. 272 de ce code, le titre de "déporté résistant" est attribué à toute personne qui, pour acte qualifié de résistance à l'ennemi, a été :

- - soit transférée par l'ennemi hors du territoire national, puis incarcérée ou internée dans une prison ou un camp de concentration
- - soit incarcérée ou internée par l'ennemi dans les camps ou prisons du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ; - soit incarcérée ou internée par l'ennemi dans tous autres territoires exclusivement administrés par l'ennemi, notamment en Indochine.

En vertu de l'article L. 273 du Code des pensions, le titre d'"interné résistant" est attribué à toute personne qui a subi, quel qu'en soit le lieu, une détention minimum de trois mois pour acte qualifié de résistance à l'ennemi. Aucune condition de durée n'est exigée de ceux qui se sont évadés ou qui ont contracté, pendant leur internement, une maladie ou une infirmité susceptibles d'ouvrir droit à pension à la charge de l'Etat. L'article L. 274 de ce même code stipule que les personnes arrêtées ou exécutées pour acte qualifié de résistance à l'ennemi sont considérées comme internés résistants, quelle que soit la durée de leur détention, a fortiori si elles ont été exécutées sur le champ.

Selon l'article L. 275, les prisonniers de guerre et les travailleurs non-volontaires en Allemagne qui ont été transférés dans les camps de concentration pour acte qualifié de résistance à l'ennemi peuvent, après enquête, bénéficier du titre de déporté ou d'interné résistant.

Enfin, l'article L. 276 précise que les dispositions des précédents articles sont applicables aux déportés résistants et internés résistants de 1914-1918.

D'après l'article L. 286 du Code des pensions, le titre de "déporté politique" est attribué à toute personne qui, pour tout autre motif qu'une infraction de droit commun ne bénéficiant pas de l'ordonnance du 6 juillet 1943 relative à la légitimité des actes accomplis pour la cause de la libération de la France et à la révision des condamnations intervenus pour ces faits, a été :

- - soit transférée par l'ennemi hors du territoire national, puis incarcérée ou internée dans une prison ou un camp de concentration
- - soit incarcérée ou internée par l'ennemi dans les camps et prisons du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle
- - soit incarcérée ou internée dans tous autres territoires exclusivement administrés par l'ennemi, notamment l'Indochine.

Sont exclues du bénéfice de cet article, les personnes qui n'ont pas été incarcérées pendant au moins trois mois, à moins qu'elles ne se soient évadées ou qu'elles n'aient contracté, pendant leur internement, une maladie ou une infirmité susceptibles d'ouvrir droit à pension à la charge de l'Etat.

D'après l'article L. 288 du Code des pensions, le titre d'"interné politique" est attribué à :

- - toute personne qui a été internée à partir du 16 juin 1940, par l'ennemi ou par " l'autorité de fait se disant gouvernement de l'Etat français ", pour tout autre motif qu'une infraction de droit commun ne bénéficiant pas de l'ordonnance du 6 juillet 1943
- - toute personne qui a subi, avant le 16 juin 1940 et pour tout autre motif qu'une infraction de droit commun, une mesure administrative ou judiciaire privative de liberté, et qui a été maintenue internée au-delà de la durée de sa peine par l'ennemi ou par " l'autorité de fait se disant gouvernement de l'Etat français " en raison du danger qu'aurait présenté pour l'ennemi la libération de ladite personne du fait de son activité antérieure.

Sont exclues du bénéfice de cet article les personnes qui n'ont pas été incarcérées pendant au moins trois mois, à moins qu'elles ne se soient évadées ou qu'elles n'aient contracté, pendant leur internement, une maladie ou une infirmité susceptibles de donner droit à pension à la charge de l'Etat. En vertu de l'article L. 290, toute personne qui, à la suite d'une arrestation pour tout autre motif qu'une infraction de droit commun, a été exécutée par l'ennemi, bénéficie du statut d'interné politique, quelle que soit la durée de la détention.

Conformément à la procédure d'attribution de ces titres, mise en place par le décret n° 49-427 du 25 mars 1949 et étendu aux victimes de mesures analogues au cours de la guerre 1914-1918, la personne voulant faire valoir ses droits à un titre doit adresser sa demande auprès de la direction interdépartementale des anciens combattants et victimes de guerre de sa circonscription de résidence ou, pour les personnes arrêtées par l'ennemi au cours de la guerre 1914-1918, auprès de la direction interdépartementale de la circonscription dans laquelle l'arrestation avait eu lieu. Lorsque le déporté ou l'interné est décédé, la demande peut être formulée par le conjoint survivant, par un descendant ou un ascendant. La demande est examinée par la Commission départementale qui rend un avis lequel, le cas échéant, peut être soumis ensuite à l'examen de la Commission nationale qui se trouve la seule consultée dans le cas de personnes arrêtées ou internées pour faits de résistance accomplis hors du territoire de la France métropolitaine. La décision finale est signée par le ministre des anciens combattants.

Ces décisions, classées par ordre alphabétique, concernent aussi bien la guerre de 1939-1945 que la guerre 1914-1918. Elles portent la décision et la motivation du rejet, et éventuellement mention, dans le cas du refus de titre d'interné ou déporté résistants, de l'attribution du titre d'interné politique.

Ce versement est à rapprocher des versements 20010255 (Commissions nationales chargées de l'examen des demandes d'attribution du titre de déporté ou interné résistants et de déporté ou interné politiques des guerres 1914-1918 et 1939-1945 : procès-verbaux des séances 1949-1979) et 19830422 (dossiers individuels, classés par ordre alphabétique, de demande d'attribution du titre d'interné résistant ou d'interné politique de la guerre 1914-1918).

Sommaire Art 1-62 : Collection alphabétique des décisions de rejet faites aux demandes d'attribution du titre de déporté ou interné résistant et de déporté ou interné politique des guerres 1914-1918 et 1939-1945 (1949-1972)

**Type de classement**

Classement nominatif

**TERMES D'INDEXATION**

établissement de droits

## Répertoire (20010319/1-20010319/62)

**20010319/1**

AA à AM

**20010319/2**

AN à AZ

**20010319/3**

BAB à BAR

**20010319/4**

BAS à BEQ

**20010319/5**

BER à BIZ

**20010319/6**

BL à BONH

**20010319/7**

BONI à BOURGE

**20010319/8**

BOURGH à BROT

**20010319/9**

BROU à CAPA

**20010319/10**

CAPD à CAZ

**20010319/11**

CE à CHAUM

**20010319/12**

CHAUS à CLU

**20010319/13**

COA à COSP

**20010319/14**

COSQ à CZ

**20010319/15**

DA à DEK

**20010319/16**

DEL à DEP

**20010319/17**

DEQ à DL

**20010319/18**

DO à DUF

**20010319/19**

DUG à EP

**20010319/20**

ER à FAV

**20010319/21**

FAY à FON

**20010319/22**

FO à FUZ

**20010319/23**

GAA à GAU

**20010319/24**

GAV à GIR

**20010319/25**

GIS à GREL

**20010319/26**

GREM à GY

**20010319/27**

HA à HEL

**20010319/28**

HEM à HOUP

**20010319/29**

HOUR à JAM

**20010319/30**

JAN à JU

**20010319/31**

K

**20010319/32**

LAA à LANC

**20010319/33**

LAND à LEBO

**20010319/34**

LEBR à LEI

**20010319/35**

LEJ à LES

**20010319/36**

LET à LOP

**20010319/37**

LOQ à MALA

**20010319/38**

MALB à MARQ

**20010319/39**

MARR à MAUN

**20010319/40**

MAUP à MEV

**20010319/41**

MEY à MONTE

**20010319/42**

MONTH à MULL

**20010319/43**

MULO à NOT

**20010319/44**

NOU à PAPK

**20010319/45**

PAPO à PERO

**20010319/46**

PERP à PING

**20010319/47**



PINH à PREU

**20010319/48**

PREV à RASO

**20010319/49**

RASP à RIB

**20010319/50**

RIC à ROLA

**20010319/51**

ROLD à RZ

**20010319/52**

SA

**20010319/53**

SB à SEJ

**20010319/54**

SEM à SOL

**20010319/55**

SOM à SZ

**20010319/56**

TA à TH

**20010319/57**

TI à TZ

**20010319/58**

U à VA

**20010319/59**

VE à VIN

**20010319/60**

VIO à WEH

**20010319/61**

WEI à WZ

**20010319/62**

X - Z